

LA RESTRUCTURATION DES PTT

Les PTT sont un service indispensable à la bonne marche de l'économie et doivent donc rendre les services que les patrons en attendent : rapidité des communications entre les entreprises, moyens de «toucher» les consommateurs à domicile.

D'où deux trains de mesures conjointes :

- a) des mesures de modernisation visant à assurer un meilleur service aux entreprises (CEDEX, POSTADEX, Téléphone, Téléx etc..)
- b) des mesures de rentabilisation visant à réduire au maximum le coût de ce service.

De plus, il est connu qu'il est plus facile d'imposer de nouvelles cadences de travail lors de l'introduction de nouvelles techniques ou de nouvelles machines. D'où l'intérêt supplémentaire pour l'administration à lier ces deux séries de mesures.

En même temps, pour réduire les dépenses du secteur public, on confie une partie des investissements de ce secteur au privé, mais, bien sûr, ce sont les domaines les plus rentables qui sont ainsi traités, d'une part parce que ce sont les seuls dans lesquels les capitalistes consentent à investir et parce que les profits ainsi dégagés pourront être réinvestis dans les secteurs concurrentiels.

Enfin dans la foulée, l'Etat remet en cause les acquis et les garanties des travailleurs, notamment la garantie de l'emploi par l'embauche massive d'auxiliaires, la cession progressive au privé des différents services:

.../...

«La dette publique :

Du fait que l'Etat dépense tout au long de l'année alors qu'il dépense généralement plus qu'il ne reçoit, l'Etat est obligé d'emprunter. Comme sous la monarchie, c'est encore aux banques et aux divers établissements financiers que l'Etat peut le plus facilement emprunter. Au cas où l'Etat voudrait suivre une politique qui ne plairait pas à ses bailleurs de fonds, on le menacerait rapidement de lui couper les vivres.»

«Le mode de recrutement des agents du service public:

Sous des dehors démocratiques (l'examen est le même pour tous), la sélection qui s'opère par les barrages

scolaires aux différents niveaux de la scolarité ou de promotion dans la hiérarchie administrative reproduit la hiérarchie culturelle, c'est-à-dire, en dernière analyse, la hiérarchie sociale (ceux dont le milieu familial, avec ses ressources financières et son niveau culturel a facilité la poursuite des études, se retrouveront aux meilleurs postes)

«Les rétributions des membres de l'appareil d'Etat»

Il y a la masse des petits employés, des femmes de ménage, des ouvriers communaux qui souvent gagnent moins que des ouvriers d'usine et dont le droit de grève est réglementé (quand il ne leur est pas interdit). Puis les cadres moyens, les officiers subalternes qui sont dans les conditions sociales et gagnent les mêmes revenus que la petite et moyenne bourgeoisie. Enfin, il y a les sommets de la hiérarchie qui nous intéressent plus particulièrement ici, car ce sont les échelons où se prennent les décisions, où on pense par rapport à ceux qui exécutent. On y trouve des secrétaires généraux, des préfets, des généraux, etc.... qui se trouvent à un même niveau de rémunération à un même niveau de vie que les grands bourgeois, avec lesquels ils ont des liens familiaux, sociaux, culturels, une communauté d'idées et de préoccupation... et souvent des actions ou des jetons de présence dans les conseils d'administration des grandes firmes. Comme on dit en un mot «un même sens de l'Etat».(2)

(2) «Qu'est-ce que l'Etat?» brochure de formation en vente à la librairie Rouge: